

# REVUE DE PRESSE

## DE LA CTRF

NUMERO 12 - DECEMBRE 2015

## LIBERTE

### INFRACTIONS AU CHANGE 120 exportateurs devant la justice

*Les infractions au change, tels les transferts illicites de devises, ont sclérosé le commerce extérieur depuis qu'il a été ouvert au privé.*

02/12/2015

L'ouverture au privé du commerce extérieur s'est accompagnée d'une augmentation substantielle des infractions de change. L'inspecteur général des Douanes algériennes, Abdelmadjid Mahrèche, invité, hier, de la rédaction de la radio Chaîne III, a révélé que 120 exportateurs indéliçats ont été déférés devant les instances judiciaires, précisant néanmoins que le rôle des douanes se limite à établir des constats et que le dépôt de plainte relève d'une commission ad hoc pluridisciplinaire mise en place au niveau du ministère de Finances.

L'invité de la radio a, ce disant, indiqué que 381 enquêtes intéressant les infractions au change ont été diligentées, causant, pour la seule année 1995, un préjudice évalué à 150 milliards de dinars. Un tiers de ce montant a été recensé comme étant des transferts illicites, a souligné Mahrèche, qui révélera au passage que, durant l'année 2014, les services des douanes ont eu à traiter 389 affaires liées à des crimes économiques similaires portant sur un montant de 38 milliards de dinars.

Des infractions qui ont donné lieu à des amendes équivalant à 150 milliards de dinars. Le responsable douanier indiquera également que pour le seul premier semestre de l'année 2015, pas moins de 474 affaires relatives aux mêmes délits ont été éventées, totalisant la somme de 10,3 milliards de dinars, à la suite desquelles ont été infligées à leurs auteurs des amendes d'un montant total de 51 milliards de dinars. Le représentant des Douanes algériennes explique que les transferts illicites, dont la destination, précise-t-il, est les paradis fiscaux, sont opérés sous diverses formes comme, par exemple, le système de la double facturation ou des fausses déclarations d'espèces de la marchandise, des pratiques, ajoute-t-il, qui relèvent du délit de "faux et usage de faux". Par ailleurs, Mahrèche a révélé qu'il n'y a pas que les devises qui sont transférées illicitement mais qu'"il y a, aussi, l'or et l'argent". Durant l'année 2014, indique-t-il, 633 kg d'argent avaient été saisis, représentant une valeur de 96 millions de dinars et 4 kg d'or d'une valeur de 8 millions de dinars.

Durant le premier semestre de 2015, ajoute-t-il encore, les quantités d'or saisies sont passées à 237 kg et celles de l'argent à 216 kg, amenant les douanes à dresser des amendes s'élevant à 72

millions de dinars. Selon lui, les infractions de change sont apparues après la libéralisation du commerce extérieur. Une situation à laquelle les Douanes algériennes sont en train de s'adapter, en mettant en place la direction du contrôle, a posteriori, et le système d'information du Cnis, par exemple. S'agissant des activités des services des douanes aux frontières, il affirme que ces derniers mènent une "véritable guerre" contre la contrebande, en mettant l'accent sur l'apport précieux des services de sécurité, notamment l'ANP et la DGSN.

En outre, M. Mahrèche a insisté sur l'impératif d'adaptation de la douane au contexte économique "afin de mieux lutter contre la contrebande et la fraude". S'agissant du phénomène de la corruption dans les rangs des douaniers, l'inspecteur général a fait état de 48 agents des douanes qui ont fait l'objet de dépôts de plaintes en justice par l'administration des douanes, ajoutant qu'"à l'inspection générale, au moindre soupçon, nous enquêtons. Quand nous recevons une dénonciation, même anonyme, nous lui donnons son importance".

A. R.



## INFRACTIONS DE CHANGE

### Les douanes recensent plus de 50 milliards de dinars en 2015

*Un montant de plus de 50 milliards de dinars d'infractions de change a été constaté en 2015 par les douanes algériennes. C'est ce que l'inspecteur général à la Direction générale des douanes (DGD), Abdelmadjid Mahreche, a déclaré hier sur les ondes de la Chaîne 3*

02/12/2015

**Cherif Bennaceur**

Ainsi, 381 enquêtes sont menées notamment sur des infractions de change, pour un montant de 50 milliards de dinars recensés comme des transferts illicites, dira l'Inspecteur général qui précisera, ce faisant, que les P-V d'infractions sont transmis à une commission ad-hoc du ministère des Finances. En ce sens, Abdelmadjid Mahreche relèvera le rôle dynamique de la Direction du contrôle a posteriori, une nouvelle structure créée auprès de la DGD, en matière de constatation des infractions de change via la majoration de valeur, les transferts triangulaires illicites par des sociétés-écrans, le non-rapatriement des bénéficiaires d'exportation... Appréciant les transferts illicites par rapport «à ce qui a été déclaré», l'inspecteur général observe que les douanes ont «détecté des fonds transférés illégalement sur la base d'une double facturation, d'une fausse déclaration

d'espèces de la marchandise». Des pratiques de «faux et usage de faux dont la destination sont les paradis fiscaux», dira M. Mahreche. L'inspecteur général indiquera, ce faisant, que 389 affaires d'infractions de change ont été constatées en 2014, pour un montant de l'ordre de 38 milliards de dinars et pour lesquelles des amendes de 150,551 milliards de dinars ont été infligées. Pour le premier semestre 2015, l'inspecteur général fera état d'un nombre d'infractions plus important, soit 474 affaires pour un montant de l'ordre de 10,3 milliards de dinars et des amendes infligées de 51 milliards de dinars. Outre les devises, l'or et l'argent font également l'objet de transferts illicites, assurera Abdelmadjid Mahreche. Il indiquera ainsi que 633 kg d'argent pour une valeur de 96 millions de dinars et 4 kg d'or pour un montant de 8 millions de dinars, ont été saisis en 2014, avec 16 millions de dinars d'amendes infligées. Pour le premier semestre 2015, l'inspecteur général indique que 237 kg d'or et 216 kg d'argent ont été saisis, pour un total d'amendes dressées de 72 millions de dinars. Observant que la DGD oeuvre à juguler ce phénomène, Abdelmadjid Mahreche évoquera notamment le renforcement des compétences de la direction de contrôle a posteriori, le recours à

l'assistance mutuelle et la mise en place attendue d'un fichier des auteurs d'infractions.

Néanmoins, l'inspecteur général à la DGD concédera que les infractions de change n'ont pas augmenté en raison du laxisme, assurant que son administration notamment «n'a pas laissé faire», mais dans le contexte de «la libéralisation du commerce extérieur» et à laquelle les douanes devaient s'adapter. Dans ce contexte, Abdelmadjid Mahreche indiquera que le système d'information, mis en place dès 1995 avec le Centre national d'information statistique (CNIS), va faire l'objet d'une dynamique de modernisation, d'adaptation et d'interconnexion institutionnelle. Evoquant l'«étroite collaboration » entre les douanes

et les services de sécurité (Sûreté nationale, Armée nationale populaire) dans le domaine de la préservation de la sécurité du territoire, le contrôle des frontières et la lutte contre les crimes économiques transfrontaliers, l'inspecteur général assurera que la contrebande fait l'objet d'une «véritable guerre ».

Cela même si «ces dernières années, nous avons été un peu affaiblis par rapport aux moyens dont disposent les contrebandiers », déplorera M. Mahreche. Sur un autre plan, l'invité de la Chaîne 3 indique que 48 douaniers ont fait l'objet de dépôt de plainte par la DGD et de poursuites judiciaires pour corruption et que l'inspection générale «enquête au moindre soupçon».

دولنا، وأبرز "رغبة وإرادة صادقتين لبحث التحديات الأمنية التي تواجهها المنطقة العربية". وشدد هامل، على أن مكافحة الجريمة المنظمة، وبالخصوص الإرهاب المتواطئ مع جماعات الإجرام العابر للأوطان، وعصابات التهريب بكافة أشكالها، كتهريب الأسلحة، مشيراً إلى أن تعزيز تبادل المعلومات بشأن هذه الجماعات أصبح حيويًا لتضييق الخناق عليها والحد من تنقلاتها، لا سيما على مستوى الحدود، فضلاً عن العمل على تجفيف منابع تمويلها باعتماد تدابير وآليات مناسبة بما فيها تجريم دفع الفدية للإرهابيين. واعتبر المدير العام للأمن الوطني أن ما زاد في تفاقم الوضع هو استغلال الشبكات الإجرامية بكل أنواعها لآخر ما توصل إليه العالم من تقنيات حديثة وأدوات تكنولوجية لا سيما الأنترنت وشبكات التواصل الاجتماعي، داعياً إلى التكفل الجاد والفعال بموضوع تمويل الجماعات الإرهابية، وإلى تشخيص كافة المخاطر الأخرى التي تهدد الأمن العربي المشترك، ووضع تصور متكامل لتعاون عربي فعال مبني على أسس متينة، مندرج في إطار الجهود الدولية والإقليمية الهادفة إلى مكافحة التطرف والإرهاب وإرساء الأمن والاستقرار في العالم، وإلى دعم قدرات الأجهزة الأمنية وتطويرها وإشراك المواطن في المعادلة الأمنية وتعزيز ثقته في رجل الأمن، إلى جانب السعي لتحقيق التنمية المستدامة وإرساء دولة الحق والقانون والعدالة الاجتماعية، وترسيخ الحكم الراشد، معتبراً ذلك من العوامل الأساسية للوقاية من الإرهاب ومختلف الآفات الاجتماعية.

## اللواء هامل يؤكد بتونس على ضرورة مواجهة الجرائم المتزايدة في المنطقة العربية

## أموال الفدية والمخدرات تستغل في تزويد الإرهابيين بالأسلحة

أكد المدير العام للأمن الوطني، اللواء عبد الغني هامل، بتونس، على ضرورة مواجهة الجرائم المتزايدة في المنطقة العربية، خاصة الإرهابية منها، والتي أخذت "أبعاداً خطيرة" في ظل تنامي مصادر التمويل المتأتمية من دفع الفدية وعائدات المخدرات. وأوضح هامل، في كلمته الافتتاحية خلال ترؤسه أشغال المؤتمر الـ39 لقادة الشرطة والأمن العربي، أن الأموال الصادرة من الفدية وعائدات المخدرات تستغل في تزويد الجماعات الإرهابية والإجرام المنظم بالأسلحة، وتجنيب عناصر جديدة، ودمج المقاتلين العائدين من مناطق النزاعات المسلحة، مضيفاً أن هذا اللقاء يشكل خطوة جديدة في مواجهة هذه الجرائم بـ"كل حزم ومسؤولية وفي تعزيز مسيرتنا الأمنية المشتركة ودعم أسسها وهو ما يترجم ما يحدو

## «تفكيك 3 شبكات تتاجر في المخدرات وشبكة تزوير النقود الأسبوع الفارط»

تمكنت وحدات المجموعة الإقليمية للدرك الوطني لولاية الجزائر، خلال الأسبوع الأول من شهر ديسمبر، من القضاء على 3 شبكات إجرامية تضم 14 شخصاً بتهمة المتاجرة في المخدرات بإقليم ولاية العاصمة، إثر بلاغات من طرف المواطنين على الرقم الأخضر 10/55، كما تمكنت ذات الوحدات، من تفكيك شبكة مختصة في تزوير الأوراق النقدية وإيقاف قاتل الرعية الكامبروني، وأفراد أسس، المقدم زروال مختار، رئيس أركان المجموعة الإقليمية للدرك الوطني لولاية الجزائر، خلال ندوة صحافية، أنه خلال الأسبوع الأول من شهر ديسمبر، تمكنت ذات الوحدات من تفكيك 3 شبكات إجرامية مختصة في تزوير المخدرات وتنشيط بكل من إقليم زرالدة والشراشة، حيث تمكنت عناصر الكتيبة الإقليمية للدرك الوطني بزوالدة من توقيف شبكة تضم سبعة أشخاص تنشط بين إقليمين ولايتي الجزائر العاصمة والبلدية، أين تم حجز كيلوغرامين من الكيف المعالج ومبلغ مالي من عائدات تزوير المخدرات وسجلاتين، كما تمكنت ذات الفرقة، من توقيف شخصين على متن سيارة من نوع «بولو» بحوزتهما

200 غرام من الكوكايين، من جهتها، وضعت الكتيبة الإقليمية للدرك الوطني بالشراشة، حداً للشبكة إجرامية مكونة من خمسة أشخاص، وتم حجز 4 كيلوغرام من الكيف المعالج كانت معدة للترويج، بالإضافة إلى 1000 قرص مهلوس وسيارة تستعمل لتقلات أفراد الشبكة، ليتم تقديمهم أمام الجهات القضائية، مشيراً إلى أن ذات الوحدات تمكنت من فك لغز جريمة القتل التي راح ضحيتها رعية كامبروني من طرف مهاجر ذو جنسية مالية، والتي تم إلقاء القبض على الفاعل في ولاية وهران وتقديمه أمام العدالة. وأشار زروال، إلى أنه واستغلالاً لمعلومات من طرف المواطنين، تمكنت عناصر الفرقة الإقليمية للدرك الوطني بالذكاكة، من توقيف سيارة على متنها امرأتين وعثر على حقيبة بها ثلاثة حزم على شكل أوراق نقدية من فئة ألف وألفين دينار معدة للتزوير، بالإضافة إلى توقيف 3 أشخاص آخرين متورطين في القضية وحجز مبلغ مالي وهواتف نقالة ووسائل مستعملة في عملية التزوير، كما تم الوصول إلى عدة ملفات مزورة تم على إثرها حجز ستة سيارات فخمة تم تزوير ملفاتها القاعدية. داودي أمينة.

# El Watan

10/12/2015

## **TRANSFERT ILLICITE DE DEVISES L'Algérie a perdu 15 milliards de dollars en dix ans**

**Pour l'Algérie, les sorties illicites des devises n'ont fait qu'augmenter, passant de 751 millions de dollars en 2004 pour atteindre un peu plus d'un milliards de dollars en 2013.**

L'économie nationale est saignée par l'ampleur des fausses déclarations sur le commerce extérieur et la fuite de capitaux. Selon les données publiées mardi par le Global Financial Integrity (GFI), l'Algérie aurait enregistré entre 2004 et 2013 pas moins de 15 milliards de dollars de sorties nettes au titre des flux illicites de devises.

Le think tank américain classe ainsi l'Algérie au 58e rang des pays enregistrant le plus de flux illicites sur un total de 149 pays classés, avec une moyenne de 1,525 milliard de dollars par an. Une estimation qui risque malheureusement d'être très largement en deçà de la réalité.

Le think tank basé à Washington s'appuie sur des méthodes statistiques pour faire ses estimations. Il se base en premier lieu sur l'estimation des flux non constatés en traitant, via les données compilées par le FMI, les erreurs et omissions sur les balances de paiement. L'objectif étant d'évaluer l'argent qui a tout bonnement disparu de l'économie. Pour le cas de l'Algérie, les sorties de flux illicites à ce titre n'ont fait qu'augmenter, passant de 751 millions de dollars en 2004 pour atteindre un peu plus d'un milliard de dollars en 2013. Au total, plus de 14 milliards de dollars auraient tout simplement disparu de l'économie durant cette période. Ces flux ont d'ailleurs enregistré trois pics : le premier en 2006, à 2,26 milliards de dollars. Le second, sans doute le plus important, a été enregistré en 2008 lorsque le cours du baril de brut a culminé à 147 dollars alimentant des dépenses publiques frénétiques. Les flux illicites ont atteint cette année-là plus de 3,37 milliards de dollars. Enfin, en 2012, et avec un

nouveau pic de dépenses publiques, les flux non enregistrés ont atteint 2,58 milliards de dollars. Des données qui lèvent en partie le voile sur l'ampleur du blanchiment et de la corruption qui minent le pays.

Le GFI s'appuie aussi sur les fausses déclarations sur le commerce pour évaluer les flux illicites. Cependant, la démarche en question est, de l'aveu même du GFI, tronquée. Celle-ci ne prend en compte que le commerce de marchandises et écarte les services et certaines opérations financières en raison de l'insuffisance des données et des outils pour traiter cet aspect. La méthode d'évaluation du GFI se base aussi sur une comparaison entre les flux nets des importations des pays en développement et ceux induits par les exportations des pays développés.

Ce qui explique les chiffres du GFI lorsqu'il s'agit d'évoquer les flux illicites au titre des fausses déclarations en commerce extérieur en Algérie. Le cabinet les estime à un peu plus d'un milliard de dollars en dix ans. Chiffre qui peut paraître marginal, lorsqu'on sait l'ampleur de la surfacturation à l'import et des fausses déclarations en douanes dans notre pays, notamment lorsqu'il s'agit de transactions avec la Chine et des pays de la région Asie et Moyen-Orient. Preuve encore que ces données ne reflètent que la partie émergée de l'iceberg. Globalement, le GFI estime que les transferts illicites de devises ont un effet corrosif sur l'économie et aggravent la pauvreté dans les pays en développement. Ils considèrent que ceux-ci augmentent crescendo chaque année. C'est ainsi que dans la région Asie, qui caracole en tête du classement, les flux illicites ont augmenté de 8,6% par an. Dans la région Moyen-Orient, ceux-ci ont enregistré une hausse moyenne de 7% par an. Pour contrer la montée du phénomène, le GFI recommande aux gouvernements des pays en développement, dont l'Algérie, d'établir des registres publics sur la propriété des entités juridiques, et à toutes les banques d'améliorer les outils de connaissance du client et des véritables

bénéficiaires de tout compte ouvert à leur institution financière. Il estime aussi que les gouvernements devraient mettre en application les recommandations du Groupe d'action financière international (GAFI), en matière de lutte contre le blanchiment d'argent dans leur intégralité. Il pense aussi que les décideurs politiques devraient exiger des entreprises multinationales de divulguer publiquement leurs revenus, bénéfices, pertes, ventes, impôts payés,

filiales et les niveaux de personnel pays par pays. Le GFI conseille également d'élargir le champ du système d'échange d'informations fiscales, comme il préconise aux services des douanes de «*traiter les transactions commerciales impliquant un paradis fiscal avec le plus haut niveau de contrôle*».

*Melissa Roumadi*

الدرك فكها بالعاصمة

## شابتان على رأس شبكة مختصة في التزوير والنصب والاحتيال

### نوار باشوش

وضع درك العاصمة حدا لشبكة مختصة في تزوير الأوراق النقدية والنصب والاحتيال واستعمال مواد وأجهزة إعلام آلي تستعمل في عمليات التزوير، حيث تم توقيف أفراد الشبكة بينهم امرأتان فيما تم حجز أوراق نقدية ووسائل مستعملة في التزوير وهواتف نقالة. القضية، حسب ما كشف رئيس أركان المجموعة الإقليمية لدرك العاصمة المقدم مختار زروال تعود إلى معلومات وصلت

الفرقة الإقليمية للدرك بالداككة، تبيد بنشاط شبكة مختصة في تزوير الأوراق النقدية والنصب والاحتيال. واستغلالا للمعلومات يقول المقدم زروال قام العناصر بتوقيف سيارة مشكوك فيها على مستوى نقطة مراقبة كان على متنها امرأتان الأولى تدعى "م. ل" 30 سنة والثانية "ن. ي" 25 سنة، وبعد التفتيش عثر على حقيبة بداخلها ثلاثة حزم من الأوراق ذات اللون الأسود وأخرى لونها أخضر مخبأة على شكل أوراق نقدية من فئات

1000 دج و 2000 دج معدة للتزوير بالإضافة إلى قارورة بها سائل ذلون بني مع مسحوق أبيض والتي تستعمل عادة من طرف الأفارقة في عملية تزوير الأوراق النقدية، وهذا الأسلوب هو نفسه المستعمل من طرف المهاجرين الأفارقة غير الشرعيين في تزوير الأوراق النقدية والنصب والاحتيال على ضحايا هذه العمليات التديسية. يضيف المقدم زروال. وعلى إثر ذلك تم فتح تحقيق بالتنسيق مع الجهات القضائية أين تم توقيف 3

أشخاص آخرين متورطين في القضية، كما تم حجز مبلغ مالي، هواتف نقالة ووسائل مستعملة في عملية التزوير ووسائل إعلام آلي في القضية. وفي سياق متصل يضيف المسؤول تمكنت عناصر الكلية الإقليمية للدرك زرالدة من تفكيك شبكة مختصة في ترويض المخدرات، حيث أوقفت 7 أشخاص وحجزت 2 كلغ من الكيف، حيث ينشط أفراد الشبكة بين إقليمي ولايتي الجزائر العاصمة والبلدية.



## أموال الجزائريين في خطر

### !مليار دولار هربت إلى الخارج 15

الجزائر: خالد بودية

بلغت قيمة الأموال المهربة من الجزائر إلى الخارج أكثر من 15 مليار دولار، خلال الفترة من 2004 إلى 2013. وجاءت الجزائر، حسب تقرير لمنظمة النزاهة المالية العالمية، في المرتبة 58 عالميا في تهريب الأموال وتزوير وتضخيم الفواتير التجارية في عمليات الاستيراد والتصدير. ويتقارب هذا الرقم، الذي كشفته المنظمة، مع حجم تهريب الأموال في المعاملات التجارية، وفقا لإعلان وزير التجارة، بختي بلعاب، الشهر المنصرم، أي 18 مليار دولار.

أثار تصريح لوزير التجارة بختي بلعاب، بتاريخ 8 نوفمبر الماضي، جدلا واسعا، عندما فجر فضيحة تتعلق بتضخيم فواتير الاستيراد الذي يكلف مليار دولار، تمثل واردات وطنية من السلع والخدمات. لكن 18 الجزائر بعد يومين، سحب بلعاب أقواله وقال إن "تصريحه أسيء فهمه، وأن قيمة

تضخيم الفواتير غير معقول وغير واقعي". ومع ذلك، خرج تقرير دولي لمنظمة النزاهة المالية العالمية يؤكد رقم الوزير، ويرفقه بتفاصيل دقيقة عن حجم التهريب من 2004 إلى 2012.

وبناء على هذه "الأموال الخيالية" المهربة، جاء التصنيف الدولي للجزائر من بين 75 دولة شملها تقرير "النزاهة المالية"، في المرتبة 58 عالميا. وكشفت الوثيقة التي نشرت على الموقع الإلكتروني للمنظمة العالمية، أن إجمالي الأموال المهربة من الجزائر يقدر بـ 15,246 مليار دولار، وأشارت إلى أن متوسط التهريب خلال 10 سنوات يبلغ 1,525 مليار دولار سنويا.

وشمل التقرير إحصاء دقيقا لتهريب الأموال، بدءا من سنة 2004، بـ 751 مليون دولار، ثم انخفض المبلغ في السنة الموالية إلى 203 مليون دولار، لكن اللافت للانتباه أنه في ظرف سنة، أي من 2005 إلى 2006، ارتفعت الأموال المهربة بصورة "جنونية" إلى 2,259 مليار دولار، وحافظ هذا "الصعود المقلق" على استقراره بانخفاضات معتدلة، ليصل في سنة 2007 إلى 1,301 مليار دولار.

ومع سنة 2008، تضيف الوثيقة، ارتفعت الأموال عن العام الذي سبقها بـ 3 أضعاف، أي 3,378 مليار دولار، ثم انخفضت المبالغ المهربة بالعملة الصعبة إلى 2,131 مليار دولار في 2009، واستمر الانخفاض إلى 1,406 مليار دولار في 2010 ليلعب أدنى انخفاض في 2011 التي شهدت بداية الثورات العربية و إعلان الرئيس بوتفليقة إصلاحات سياسية بـ 187

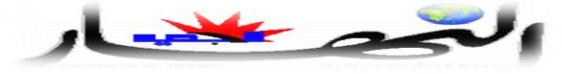
مليون دولار.

لكن هذا الانخفاض كان "مؤقتا"، فمع تعديل حكومي جديد جاء إليه عبد المالك سلال وزيرا أول (ما يزال في منصبه) في سنة 2012، شهدت هذه الفترة أكبر عملية تهريب للأموال نحو الخارج (بعد سنة 2008)، وبالضبط 2,586 مليار دولار، ثم انخفاض الرقم إلى 1,043 مليار دولار في 2013، وهي السنة التي توقف عندها تقرير منظمة النزاهة المالية العالمية التي مقرها واشنطن.

وفي شق تزوير الفواتير التجارية في عمليات الاستيراد والتصدير، خص التقرير حصريا سنتي 2004 و2006 (لم تذكر المنظمة الأسباب)، ففي العام الأول كلف التزوير الدولة 751 مليون دولار، وخلال السنة الثانية كلف أيضا تزوير الفواتير الخزينة العمومية 297 مليون دولار. كما قدر

التقرير خسارة تقليل الفواتير، خصوصا خلال الاستيراد، بـ21,780 مليار دولار، وذلك لتفادي دفع الضرائب بأشكالها والرسوم، بينما بلغت تكلفة تضخيم الفواتير 59,696 مليار دولار خلال 10 سنوات شملها التقرير.

وعن الأموال التي هربت بـ«الشكارة» من الجزائر نحو الخارج، فكان مليار دولار، وذكر التقرير أن المعدل السنوي هو 14,198 مجموعها 1,578 مليار دولار.



2015/12/13

## 53 مليار دولار هربتها مكاتب دراسات أجنبية إلى الخارج في 15 سنة

أغلب هذه المكاتب الأجنبية لا تحوز شهادات اعتماد ببلدانها الأصلية

عبد الرحمن سامي

كشفت تقارير صادرة عن لجنة المالية بالبرلمان عن تورط مئات مكاتب مليار دولار 35 الدراسات الأجنبية التي تنشط بالجزائر في تهريب أزيد من سنة الماضية، من خلال 15 من الجزائر نحو الخارج، وذلك في غضون المشاريع والعقود التي فازت بها هذه المكاتب لإنجاز دراسات ومتابعات كشف، جمال شرفي، رئيس المجلس الوطني. تقنية للعديد من المشاريع على هامش تخرج «النهار» لهيئة المهندسين المعماريين في تصريح لـ الدفعة السادسة للمهندسين المعماريين، أمس، أن المجلس الوطني للمهندسين المعماريين قد اطلع على تقارير صادرة عن لجنة المالية بالبرلمان، كشفت عن تورط مكاتب دراسات أجنبية عملت بالجزائر خلال 15 سنة الماضية، في عمليات تهريب مبالغ مالية ضخمة بالعملة الصعبة، حيث يتعلق الأمر

بأموال المشاريع والصفقات التي فازت بها داخل الجزائر.

وأشارت التقارير إلى أنه تم تهريب هذه الأموال خارج البلاد بطريقة غير شرعية، أين أكد ذات المتحدث بأن التقارير تحدثت عن عمليات تهريب لمبالغ مالية تقدر بـ 22 مليار دولار خلال الفترة الممتدة من 2000 إلى 2013 فيما تم خلال سنة 2014 وحدها تهريب 13 مليار دولار، ليبليغ حجم المبالغ المهربة طيلة هذه 53 مليار دولار. وأكد ذات المتحدث أن مئات مكاتب الدراسات الأجنبية الناشطة بالجزائر التي تعطي لها الأولوية في تقييم ودراسة المشاريع من خلال المناقصات المبرمجة وكذا الأولوية في المشاريع الممنوحة بالتراضي، لا تحوز على اعتمادات في بلدانها الأصلية، بالإضافة إلى أنها لا تملك اعتمادات للنشاط في الجزائر، وأضاف ذات المتحدث أن المبلغ المالي الذي هربته كان بالإمكان استثماره في الجزائر وفي سياق ذي صلة، أوضح قال ذات. لتطوير مكاتب الدراسة الجزائرية المتحدث إن المجلس الوطني لهيئة المهندسين المعماريين قد قدم طلبا للقاء الوزير الأول عبد المالك سلال لمناقشة قرار تجميد القانون الخاص بإعادة تقييم الأتعاب الممنوحة للمهندس في المشاريع العمومية، والذي لم يتم مراجعته منذ سنة 1988، مؤكدا بأن الأتعاب التي تمنح لمكاتب الدراسة والمهندسين الجزائريين لا تعكس حقيقة الجهود الذي يقوم به هذا الأخير في الإشراف ومتابعة المشاريع، مشيرا إلى أن مكاتب الدراسات الأجنبية ضعفا مما تتقاضاه المكاتب الجزائرية. 20 تتقاضى مستحقات تصل إلى

رئيس مجلس الإدارة فجر القضية بشكوى

اختلاس 700 مليار تجرّ "تورس غروب" إلى العدالة

قدور جربوعة

وحسب مجريات المحاكمة فإن المساهمين قاموا بإنشاء شركة أخرى منافسة للمجموعة الأم في نقل البترول في عدة ولايات كتمنراست وتندوف والمشرية وغيرها من الولايات الجنوبية، حيث استفادت الشركة المستحدثة من المبالغ المالية التي اقترضها المساهمون من بنك الجزائر الخارجي.

ومن جهتها طالبت هيئة الدفاع المدني بإدانة البنك بعد أن حول إلى شاهد في القضية، حيث قالت إن البنك منح مبالغ مالية ضخمة دون دراسة الأخطار، وذكر محامي الدفاع أن البنك كان يمنح مبالغ مالية ضخمة في اليوم الواحد وفي أول طلب، وهو أمر غريب حسب المحامي الذي قدم وثائق تثبت أن البنك منح في يوم واحد مبلغ 10 ملايين، ثم 15 مليارا آخر، وفي آخر اليوم منح البنك للمساهمين مبلغ 150 مليار سنتيم.

وقد التمس ممثل الحق العام تسليط عقوبة 3 سنوات سجنا و100 ألف دينار جزائري في حق المتهمين واحتياطيا تعيين خبير محاسبة لتحديد المبلغ المختلس.

تابعت محكمة بئر مراد رايس بالعاصمة مساهمين من مجموعة "تورس غروب المتخصصة في نقل البترول بالأنابيب والكائن مقرها بحاسي مسعود بتهمة اختلاس أموال عمومية قدرت بـ 700 مليار سنتيم".

القضية حسب مجريات المحاكمة جاءت بعد شكوى قيدها رئيس مجلة الإدارة وأحد المساهمين في أوت من سنة 2014 تفيد بوجود ثغرة مالية تقدر بملايير السننيمترات لتقوم على إثرها محكمة الحال بفتح تحقيق تبيين من خلاله أن المبلغ المختلس يقدر بـ 700 مليار سنتيم قيمة القرض إضافة إلى فوائد المبلغ طيلة سنوات، حيث كان المبلغ الممنوح للمجموعة "تورس غروب" 360 مليار.

## فيما أمضت اتفاقا مماثلا مع الأرجنتين قبل أيام الجزائر تمضي اتفاقيتين مع الصين والاتحاد الأوروبي لمكافحة تهريب العملة

التجارية مع الصين تمثل 47 من المائة من مجموع التبادلات التجارية الجزائرية، ويعقد هذه الاتفاقيات يكون بإمكان الجزائر تبادل معلومات متعلقة بقيمة السلع المستوردة، وهو ما يعطي إمكانية طلب معلومات بالغة الدقة عن قيمة السلع، مما يتيح الفرصة للمراقبة وقمع التجاوزات للمديرية العامة للجمارك. ويشير بن طاهر إلى أنه في إطار إعادة التفاوض مع الاتحاد الأوروبي حول اتفاق الشراكة، ستطالب الجزائر بوضع الاتحاد الأوروبي تحت تصرفها بنك المعلومات المتعلق بالشؤون الجمركية، حيث أعطت الحكومة موافقتها، والجمارك الآن في مفاوضات حول هذه النقطة. تجدر الإشارة إلى أن الاتفاق الذي يربط الجزائر بالأرجنتين تم توقيعه في 3 ديسمبر الجاري، في إطار التعاون الثنائي والإداري بين البلدين. حمزة.ع

كشف المدير العام للجمارك، قدور بن طاهر، عن قرار الجزائر إضفاء، خلال سنة 2016، اتفاقيتين مع الصين والاتحاد الأوروبي لمكافحة تحويل العملة الصعبة بطريقة غير شرعية، فيما أمضت الجزائر اتفاقا مماثلا مع الأرجنتين. وأوضح بن طاهر في تصريح لوكالة الأنباء الجزائرية أن هذا الإجراء يدخل في إطار نشاطات الشراكة الدولية التي تتبناها المديرية العامة للجمارك لمكافحة الاحتيال في المجال الاقتصادي، حيث ستواجه نشاطاتها المتعلقة بالشراكة الدولية نحو مكافحة الغش في المجال المالي، مع التركيز على مواضع البيانات الكاذبة وخاصة التحويل غير الشرعي للعملة الصعبة. وسيتم إضفاء الاتفاق مع الصين خلال الثلاثي الأول لسنة 2016، بهدف تعزيز آليات المراقبة والقمع حسب المدير العام، مشيرا إلى أن التبادلات

# El Watan

16/12/2015

## DES ACCORDS SIGNÉS AVEC LA CHINE ET L'UE EN 2016

### Quel impact sur le transfert illicite de devises ?

● L'Algérie signera, en 2016, deux accords douaniers avec la Chine et l'Union européenne pour lutter contre le transfert illicite des devises.

La nouvelle conjoncture économique semble pousser les pouvoirs publics à faire montre de plus de célérité –du moins dans le discours– dans la lutte contre le transfert illicite des devises. Dans ce cadre, l'Algérie signera, en 2016, deux accords douaniers avec la Chine et l'Union européenne pour lutter contre le transfert illicite des devises, tandis qu'un accord similaire a déjà été signé avec l'Argentine, selon le directeur général des Douanes, Kaddour Bentahar, cité par l'APS. Une initiative qui intervient alors que le pays a totalisé environ 15 milliards de dollars de fuite de capitaux entre 2004 et 2013, selon les données publiées récemment par Global Financial Integrity (GFI). Dans un précédent rapport édité en 2014, le cabinet américain GFI avait classé le pays à la 46<sup>e</sup> place sur 151 pays concernés par ce fléau qui a coûté à l'Algérie 16 milliards de dollars de flux financiers illicites entre 2003 et 2012, soit une moyenne de 1,575 milliard de dollars de fuite de capitaux par an. Dans un rapport intitulé «Flux financiers illicites issus des pays en développement : 2003-2012», le cabinet américain avait révélé que les fuites de capitaux ont augmenté crescendo depuis le début des années 2000, «au détriment du développement de la croissance, de l'emploi, et du bien-être de la population». Le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, a lui-même reconnu, récemment, la gravité du problème, étant donné les montants exorbitants de transferts illicites via des opérations d'importation frauduleuses «qui ont servi de couverture, de subterfuge à de vraies opérations illicites de transferts de capitaux». Il a expliqué, il y a quelques semaines, que «ces mêmes transferts

*illicites sont souvent organisés par le truchement de sociétés-écrans de droit des pays fournisseurs, dont les véritables propriétaires ne sont autres que des importateurs algériens». Il souligne que ce courant de fraude «remonte à la fin des années 1990», ajoutant que «le gouvernement a tenté de le combattre sans grand succès avec l'imposition des valeurs limites, appelées valeurs administrées».*

### UNE COOPÉRATION POSSIBLE AVEC LA CHINE ?

Le ministre évalue le montant des transferts illicites à 30% du montant facturé pour certaines marchandises importées frauduleusement par des opérateurs indélicats. «Il faut bien préciser que le taux de 30% que j'ai indiqué est un taux moyen, car il y a de nombreux cas où ce taux est bien plus élevé et peut atteindre des niveaux de 200%, voire même de 300% », avait précisé le ministre, dont une première déclaration avait laissé entendre que le montant des transferts illicites correspondait à 30% de la valeur totale des importations, soit quelque 20 milliards de dollars. Un chiffre qui a ensuite été démenti par le ministre, qui a argué que ses propos avaient été mal compris par la presse. Il reste à savoir si les accords, qui vont être signés avec la Chine notamment, seront réellement suivis d'effet au vu du classement de ce pays au premier rang des pays concernés par la fuite des capitaux avec, notamment, 1250 milliards de dollars illicitement transférés entre 2003 et 2012. A noter que la Chine représente plus de 47% des échanges avec l'Algérie. «Cet accord nous permettra de demander des informations très précises qui intéressent la valeur en douane pour constater et réprimer, le cas échéant, toute fraude commerciale», explique en tous cas le patron des Douanes à l'APS. En outre, M. Bentahar fait savoir que dans le cadre de la renégociation de l'Accord d'association avec l'UE, l'Algérie demandera la mise à disposition, en terme d'échange d'informations, de la banque de données concernant les aspects douaniers «Le gouvernement a donné son accord et nous sommes en pleine négociation», affirme-t-il. Afin de

renforcer les capacités nationales en matière de répression de la fraude économique, un accord bilatéral d'échange d'informations a déjà été signé, dans ce sens, le 3 décembre en cours avec l'Argentine.

Selon M. Bentahar, cet accord entre dans le cadre de l'assistance mutuelle et administrative avec l'Argentine. En fait, relève le même responsable, «ces accords constituent des instruments forts et efficaces pour mieux lutter contre les transferts illicites des devises et la délinquance financière qui touchent au commerce extérieur».

**Zhor Hadjam**



17/12/2015

## **DOUANES DE ANNABA**

### **Des facilitations au profit des opérateurs économiques agréés**

*et d'industrie (CCI) Seybouse Annaba atteinte d'une certaine fébrilité que les représentants de divers secteurs d'activité, dont les représentants de la presse, ont relevé hier.*

La présence d'officiers et d'agents de douanes au niveau du palais consulaire, siège de cette institution du ministère du Commerce, donnait un plus à cette fébrilité. Elle s'explique par l'organisation d'une journée d'études avec les opérateurs économiques agréés (OEA) des wilayas de, outre Annaba, El Tarf, Guelma et Souk-Ahras.

Le thème est important. Il s'agit pour la direction régionale de Annaba de sensibiliser les OEA dans le cadre de la promotion de la relation avec les opérateurs économiques ainsi que les entreprises économiques. Tout a été dit lors de cette manifestation qui a regroupé une soixantaine de participants. Ils sont tous concernés par les

nouvelles dispositions qui leur accordent de grandes facilités à l'import/export de leurs produits. De ces facilitations, il y a l'accès plus aisé aux simplifications douanières, la réduction des contrôles physiques et documentaires des marchandises, un traitement prioritaire en cas de contrôle. Dans leur discours d'ouverture, le président de la CCI Seybouse, Tayeb Sahtouri, ainsi que le directeur régional des douanes, Mohamed-Lamine Nabti, ont souligné toute l'importance de cette nouvelle stratégie d'approche destinée au développement de notre commerce avec le monde extérieur. Pour l'un comme pour l'autre, c'est une opération de mise à niveau qui va dans le sens des intérêts nationaux en termes d'opérations import/export. «Afin de concrétiser ces facilitations et pour une meilleure prise en charge des préoccupations des OEA en matière d'informations et d'accompagnement ont été créées deux cellules auprès du sous-directeur chargé des affaires techniques auprès de la direction régionale, et auprès des inspections divisionnaires des douanes gérant les grands centres de dédouanement», a indiqué le responsable régional des douanes de Annaba.

Cette mise à niveau a été bien accueillie par les opérateurs concernés. Notamment ceux qui ont eu à souffrir des difficultés et autres lenteurs administratives au contrôle de leurs produits tant à l'import qu'à l'export. Et c'est justement pour y mettre un terme qu'a été élaboré et mis en application le décret exécutif n°12- 93 du 1er mars 2012 fixant les conditions et les modalités du bénéfice du statut d'OEA. Celui-ci a été mis en oeuvre par la circulaire n°1194 DGD du 30 juillet 2015.

Communications d'experts en la matière à l'image de Salah Kellou, sous-directeur de la technique douanière, et Abdelhamid Rihani, inspecteur divisionnaire chargé de la formation au niveau de la Direction régionale de Annaba, ont mis en exergue le statut de l'OEA et la promotion des exportations hors hydrocarbures. Les débats ont été très fructueux. Chaque OEA avait des difficultés vécues à dénoncer pour mieux apprécier les nouvelles mesures douanières. D'autant plus que ces facilitations portent aussi sur la possibilité des uns et des autres à exporter ou importer leurs produits sans avoir à vivre les contraintes à l'origine de nombreuses annulations

de commandes ou de produits périmés parce qu'ayant souffert de longues attentes. «Dorénavant, les contrôles de douane s'effectueront a posteriori. Plus d'attente», a lancé un des responsables des douanes présents à cette journée. Rappelons que la durée de validité de l'agrément est de trois ans. «Elle peut être reconduite pour la même durée sur demande de

l'OEA sous réserve d'un audit de suivi. La suspension de l'agrément intervient en cas de manquement aux conditions et modalités du bénéfice du statut de l'OEA. Elle est totale ou partielle des facilitations accordées pendant une période ne dépassant pas six mois.»

**A. Bouacha**

تحصلوا على اعتمادات واختفوا منذ 2006

## التحقيق حول 735 «ترونيتر» هربوا مواد محظورة وأموالاً إلى الخارج!

■ مديرية تسيير المخاطر تجهل عناوين مقراتهم ■ لا اعتماد لوكلاء العبور لكل من لا يتوفر على شهادة جامعية واجتياز المسابقة إجباري ■ إعادة بحث نشاط لجنة الضمن لدراسة 600 طلب العام القادم

اجتيازهم مسابقة وطنية، أما بالنسبة لفتة الجمركيين المتقاعدين، فإن الشروط المفروضة على هؤلاء تتمحور في الخبرة المهنية التي يجب أن لا تقل عن عشرين سنة منها خمس سنوات في رتبة لا تقل عن رتبة مفتش رئيسي أو وظيفة عليا، وأن يكونوا قد اجتازوا بنجاح مسابقة الدخول، في انتظار تحديد شروط جديدة، وذلك بالاتفاق مع اتحاد وكلاء العبور ووكلاء الجمارك، ويتعين على وكيل جمركي حسب الشروط الجديدة، حيازة محل في أجل أقصاه ستة أشهر اعتباراً من تاريخ تسلم الاعتماد لا تقل مساحته عن 30 متراً مربعاً، وعقد إيجار لمدة ثلاث سنوات على الأقل أو عقد ملكية وسجل تجاري يبين عنوان الوكيل، ووثيقة تثبت تسجيله على مستوى مديرية الضرائب قبل تسليمه رخصة الممارسة، بالإضافة إلى الاشتراك على مستوى الصندوق الوطني للعمال غير الأجراء «كاسنوس»، كما سيكون بإمكان الوكيل الجمركي تقديم طلب إلى المديرية اللاحقة لفتح مقرات فرعية، وقد تعهدت مديرية تسيير المخاطر بتكثيف عمليات المراقبة الفجائية لوكلاء العبور، للتأكد من ممارستهم للنشاط من عدمها والاحتفاظ بالوثائق، وتجريد كل من أخل بالزاماته من الاعتماد.

حبيبة محمودي

الرقابة اللاحقة إلى محافظة ألف وسبعة عشر وكيل عبور على نشاطهم من أصل ألفين وثلاثمائة واثنين وثلاثين كانوا ينشطون في المجال، تحت لواء الاتحاد الوطني لوسطاء العبور ووكلاء الجمارك الجزائريين «UN TSA». إلى ذلك، فقد قرر المدير العام للجمارك، قدور بن طاهر، إعادة بحث لجنة الضمن المنصبة بالمديرية، في انتظار المصادقة عليها من طرف الجهات الوصية، للنظر في طعون مائة وثلاثة وأربعين وكيل جمركي كانت نشاطاتهم مجمدة منذ عام 2004، أي مزر عليها إحدى عشر سنة، ليقرر خلالها السماح لكل وكيل له الحق في العودة للنشاط وسحب من قائمة أولئك الذين لا تتوفر فيه الشروط المطلوبة. وأشارت مصادر رسمية إلى أن اللجنة وفور إعادة بحث نشاطها ستدرس 600 طلب ينتظر أصحابها الحصول على اعتماد منذ سنوات، في انتظار الشروع في تطبيق الشروط الجديدة لممارسة نشاط وكيل جمركي تطبيقاً لما صدر في الجريدة الرسمية، وهي الشروط التي تدور في مجملها حول أن الراغبين في الانضمام إلى القائمة الإسمية للاتحاد الوطني لوسطاء العبور ووكلاء الجمارك الجزائريين يشترط حيازتهم على شهادة جامعية في القانون أو المالية أو التجارة أو الاقتصاد وتكوين في المجال، قبل

باشرت مديرية تسيير المخاطر بالمديرية العامة للجمارك، تحقيقات موسعة حول ما لا يقل عن 700 وكيل عبور تحصلوا على اعتمادات، منذ عدة سنوات خلت، واختفوا عن الساحة، والأخطر من ذلك أن هؤلاء قد ساهموا في تهريب مواد محظورة بتواطؤ مع مؤسسات واستعمال سجلات ووثائق مزورة. كشفت مصادر رسمية من داخل مبنى المديرية العامة للجمارك، تشرف على مهمة التحقيقات حول ممارسات وكلاء العبور، عن إحصاء سيمائة وخمسة وثلاثين وكيل عبور كانوا قد تحصلوا على الاعتماد من أجل ممارسة النشاط، لكن لا أثر لهم طوال الفترة الممتدة من عام 2006 إلى غاية 2015، ولا أثر حتى لعناوين مقراتهم الاجتماعية، وحسب نتائج التحقيق الأولية، فإن هؤلاء قد ثبت تورطهم في تهريب مواد محظورة ومبالغ مالية معتبرة بالعملية الصعبة إلى الخارج، كما أدلوا بتصريحات كاذبة للسلع المستوردة والمصدرة، الأمر الذي جعل مديرية الرقابة اللاحقة من خلال مديرية تسيير المخاطر تباشُر تحقيقاتها وتبحث عن عناوين مقراتهم التي لم يتم العثور عليها إلى حد الساعة، ومقابل ذلك، فقد تم سحب بصفة نهائية اعتمادات 106 وكيل عبور فارق أصحابها الحياة، في وقت تشير آخر الإحصائيات الصادرة عن مديرية

## مسؤولية الوسائل العامة تتواطأ مع ميكانيكي لتزوير فواتير بمبالغ خيالية تغيير زيوت السيارات في شركة «سباق الخيل» كلف 12 مليون سنتيم!

وأفادت أنها اشتغلت لأزيد من 35 سنة في المؤسسة، وأن المشاكل التي كانت مع مسؤول المالية وراء تنحيتها من منصبها، من خلال متعتها عطلة ومتابعتها قضائياً، وعن دورها في المصلحة، أفادت «ش.ن» أنها تملين السيارات المعطلة وتقوم بتحويلها إلى الميكانيكي «ق.ح» الذي يقوم بإصلاحها ويحول لها فواتير وسندات الطلب من أجل التأكد. بعدها استتمت المحكمة إلى الممثل القانوني لشركة سباق الخيل «ب.ب»، الذي أكد بأن التزوير طال الفواتير وسندات الطلب، وتم بالتواطؤ من طرف مسؤولية الوسائل العامة والميكانيكي، حيث أشار إلى أن المتهمان لم يقدموا ما يثبت فعلاً تغيير المحركات للسيارات المعطلة، أو قطع الغيار، أما دفاع الطرف المدني، فقد أبرز أن الفواتير كانت تحمل مبالغ خيالية لقطع غيار بسيطة، والتمس مليون دج تعويض عن كافة الأضرار التي لحقت بالشركة، لتلتزم ممثلة الحق العام تسليط عقوبة 5 سنوات سجناً تأخذاً لمسؤولية الوسائل العامة، و4 سنوات حبساً للميكانيكي لتواطؤه في عملية تزوير الفواتير. عقيلة.ق

ناقشت أمس، محكمة الجنتع في حسين داي، ملف مسؤولية الوسائل العامة في شركة «سباق الخيل»، والتي تورطت برهقة ميكانيكي في القبة في تزوير فواتير إصلاح أعطاب بسيطة لسيارات من نوع «هوندا سيتي» (كوتش)، من خلال تحرير مبالغ خيالية لتبديد أموال الشركة، حيث أحدثت هذه الأخيرة مشاكل كثيرة بفعل تسريع عمالها، إضافة إلى الإضرابات المتواصلة من طرفهم، على خلفية عدم تسديد مستحقاتهم. الوقائع كشفتها نائب مدير شركة «سباق الخيل»، بعد التحقق عن طريق مسؤول المالية حول الفواتير، والتي تبين أنها تعرضت للتضخيم ولا تحمل تاريخاً محدداً، حيث تم منع مسؤولية الوسائل العامة عطلة ثلاثة أشهر سنة 2014 وباشروا في عملية التحقيق، بعد تحويلها إلى المجلس التأديبي، وتوصل التحقيق إلى أنه من غير المعقول تزويد سيارة بزيوت محرك بقيمة 3 ملايين سنتيم، وإعادة محرك لسيارة بمبلغ 60 مليون سنتيم، لم يقتر محركاً أصلاً. ويواجه المتهم، أمس، أمام قاضي الجلسة، فقد أنكرت جرم التزوير وتبديد أموال الشركة.

## تم حجز عدة مواد كيميائية وأموال مزورة و3 جوازات سفر مزورة تفكيك عصابة أفارقة متخصصة في تزوير النقود والنصب على التجار

تقدر بـ3 آلاف دج و 200 أورو صحيحة و50 دولاراً و200 ألف دج مزورة، كانت متواجدة داخل الحقيبة الحديدية التي ضبطت فيها على العديد من الوثائق المزورة، منها 3 جوازات سفر، صرح أحد الضحايا أنه قام بشرائهما من المغرب، وكذا ورقة مكتوب عليها كيفية تزوير العملة الوطنية والصعبة. وعلى هذا الأساس، تم إعداد ملف جزائي ضد المشتبه فيهم بتهمة حيازة معدات لتزوير النقود، أحيلوا بموجبه على وكيل جمهورية محكمة الشراطة الذي أصدر أمراً بإيداعهم رهن الحبس المؤقت.

أشخاص من جنسية إفريقية يقومون بتزوير العملة الوطنية والصعبة ويروجوها في الأسواق عن طريق النصب على تجار وأصحاب المحلات في بواسماعيل، بعد أن يوهموهم بمضاعفة أموالهم. على هذا الأساس، تم فتح تحقيق في القضية وبعد البحث والتحري، تم التعرف على هوية المشتبه فيهم الذين تم القبض عليهم وبحوزتهم قصاصات ورقية مفصلة على شكل أوراق نقدية، بعضها مطلي باللون البنّي والأخر باللون الأخضر، ومحلول غامض يستعمل في التزوير كان داخل قارورة، وكذا حبر ومبالغ مالية

تمكنت مصالح الضبطية القضائية، من تفكيك عصابة أفارقة متخصصة في عملية تزوير النقود، كما تمكنت ذات المصالح، من إجهاض عملية إغراق السوق بمبلغ 20 مليون سنتيم مزورة والقبض على 3 أفارقة، كما تم حجز خلال عملية توقيف المتهمين، أوراقاً نقدية مزورة بقيمة 200 ألف دج وأجنبية من فئة 50 دولاراً، بالإضافة إلى حجز محاليل خاصة بتزوير النقود. عملية القبض على المتهمين الأفارقة، جاءت بعد ورود معلومات إلى مصالح الضبطية القضائية، مفادها وجود

## توقيف أشخاص بتهمة حيازة وطرح أوراق نقدية مزورة للتداول في المسيلة

كما تم سماع الأشخاص المتورطين القصر بحضور أوليائهم وإطلاق سراحهم مقابل تعهد أوليائهم للمثول أمام مصالح الأمن، أما بالنسبة لكل من «ب.ي.ط» و«المسمى ب.ف» فتم وضعهما بغرفة الأمن بالفرقة الإقليمية للدرك الوطني ببوسعادة، وتمثلت المحجوزات في 3 أوراق نقدية مزورة من العملة الوطنية من فئة 2000 دج، ومبلغ مالي قدره 5320 دج متحصل عليه نتيجة تداول الأوراق النقدية المزورة، ووحدة مركزية نوع «زبير» ووحدة مركزية نوع «ميراج» وطابعة رقمية مزودة بجهاز سكانير. وتم تقديمهم أمام السيد وكيل الجمهورية لدى محكمة بوسعادة الذي سلم لهم استدعاءات مباشرة لحضور الجلسة.

خالد عثمانى

بوسط مدينة بوسعادة، وبعد التحقيق معه صرح بأنه لديه شريكان آخران ويتعلق الأمر بكل من المسمى «ب.ن» و«المسمى ز.م»، ليستم استدراجهما من طرف المحققين وتوقيفها على الساعة 17:00 مساء بوسط مدينة بوسعادة، حيث تم اقتياد الموقوفين إلى مقر الفرقة الإقليمية للدرك الوطني ببوسعادة، بعد إتمام الإجراءات القانونية والحصول على إذن بالتفتيش من طرف السيد وكيل الجمهورية لدى محكمة بوسعادة، أين تم تفتيش مسكن المسمى «ب.ر» وتم حجز وحدة مركزية، كما تم تفتيش مسكن المسمى «ز.م» وحجز وحدة مركزية وطابعة رقمية مزودة بجهاز سكانير، تنفيذاً لتعليمات السيد وكيل الجمهورية لدى محكمة بوسعادة،

تمكنت، أول أمس، فصيلة الأبحاث للدرك الوطني بالمسيلة إثر معاومات مفادها وجود شخص على متن مركبة نوع «سوزوكي سويفت» قام بترويج أوراق نقدية مزورة ببوسعادة، حيث تمكن أفراد فصيلة الأبحاث من تتبعه من بوسعادة إلى غاية توقيفه على مستوى السد الثابت للدرك الوطني بالسويد، ويتعلق الأمر ب«ب.ي.ط» البالغ من العمر 37 سنة ومرافقه «ب.ف» البالغ من العمر 20 سنة، حيث عثر بحوزة الأول على ورقة نقدية فئة 2000 دج مزورة، ومبلغ مالي قدره 55320 دج متحصل عليها نتيجة طرح الأوراق النقدية المزورة، وبعد التحقق الأولي صرح بأنه قام بجلب الأوراق النقدية المزورة من عند «ب.ر»، وتم تحديد مكان تواجد هذا الأخير ليتم توقيفه

## "أنفقت في عتاد مهترئ بامتيازات" أونساج

### 370 مليون أورو هربت مقابل " الخردة

الجزائر: سمية يوسف

تنتهي سنة 2015، ويتأكد معها فشل الحكومة في ردع ظاهرة تهريب الأموال الصعبة من الجزائر، المستغلة من طرف بنوك أوروبية وعربية، بعد أن أخفقت حكومة سلال في إقناع مهربي الأموال من البارونات وأصحاب "الشكارة"، بإيداع أموالهم في البنوك الجزائرية لتمويل الاقتصاد الوطني، ليتم تهريب أكثر من 300 مليون دولار خلال هذه السنة، في عمليات استيراد "مغشوشة"، فضلها مهربو أموال العملة الصعبة على الإغراءات الجبائية التي اقترحتها عليهم الحكومة في إطار إجراءات نظام الامتثال الجبائي.

بهذا تكون سنة 2015 "سنة تقشف على الجزائريين وإغراق على المهربين"، بعد أن صادقت الحكومة على قانون مالية سيجعل من الجزائريين الضحية الأولى لفشلها في إرساء سياسة اقتصادية لا تعتمد في نفقاتها على الربيع النفطي، حيث ينتظر الجزائريون، السنة المقبلة، زيادات في أسعار العديد من المواد الأساسية، وهي الكهرباء والمازوت والبنزين، ما سينعكس سلبا على أسعار منتجات أخرى.

وكشف مسؤول من وزارة المالية، في تصريح لـ"الخبر"، أن مستوى تهريب الأموال خلال هذه السنة لا يزال معتبرا، رغم الإجراءات الردعية التي أعلنت عنها الحكومة لمحاربة الظاهرة وتقييد عمليات الاستيراد من طرف البنوك، حيث تمكن مهربو العملة الصعبة من تحويل ما قيمته 370 مليون أورو إلى بنوك أجنبية، أوروبية وعربية وصينية، في حصيلة أولية لسنة 2015، من خلال عمليات استيراد مغشوشة، تبين أنها استغلت في جلب سلع "خردة" من عتاد قديم "دون أي قيمة تجارية، تم التخلي عنها في الموانئ الوطنية دون جمركة.

وكانت مصالح الجمارك قد حققت، السنة الماضية، في قضايا تهريب للعملة الصعبة، تجاوزت قيمتها هي الأخرى 300 مليون أورو، تورط أصحابها في استيراد آلات إنتاج غير صالحة للاستعمال، إلى جانب سلع وبضائع لا قيمة لها، مثل تلك الحجارة الصينية التي جمعت من شوارع شنغهاي ورمال عيئت في حاويات والأحصنة غير الأصلية التي استوردت من دول أوروبية مقابل 12 مليون أورو. بالمقابل، لا تزال الحكومة "تشح" على الجزائريين وتفرض عليهم منحة سياحية سنوية لا تتجاوز 130 أورو تحت ذريعة التقشف وحماية المال العام.

من جهة أخرى، أكد ذات المصدر أن أغلبية عمليات الاستيراد "المغشوشة" تكون قد تمت في إطار مشاريع "أنساج" و"كناك"، و"أنجام" والامتيازات الجبائية الخاصة بها، حيث سخرت لها الدول الأموال الطائلة لتشجيع فئة الشباب على خلق مؤسسات صغيرة ومتوسطة، تقضي بها تدريجيا على ظاهرة البطالة. وحسب نفس المسؤول، فإنه رغم التحذيرات والتنبيهات التي كانت توجهها مديرية الرقابة اللاحقة بمديرية الجمارك للسلطات المعنية، منذ أكثر من خمس سنوات، إلا أن الظاهرة لازالت تتفاقم، لاسيما خلال الأشهر الأخيرة لهذه السنة، حيث سارع مهربو العملة إلى تهريب أموال طائلة، قبل أن تباشر البنوك الوطنية العمل بالإجراءات التي استحدثت للتضييق على المستوردين بتقليص عدد الاعتمادات المستندية الممنوحة لهم، والتي تستغل عادة في عمليات التجارة الخارجية المتعلقة بالاستيراد. في السياق ذاته، أوضح ذات المسؤول أن البنوك الوطنية، لاسيما الخاصة منها، تتحمل جزءا كبيرا من مسؤولية تسهيل عملية تحويل العملة الصعبة المهربة إلى البنوك الأجنبية، حيث لا تتقضى طبيعة عمليات الاستيراد التي تستوطنها ومصدر أموالها، ما يجعلها مجرد شبابيك "صرف تجارية".

للتذكير، كان المفتش العام بمديرية الجمارك، محرش عبد المجيد، قد أكد مؤخرا، في تصريح للقناة الإذاعية الثالثة، ارتفاع عدد قضايا تهريب العملة الصعبة، خلال الستة أشهر الأولى فقط من السنة الجارية، إلى 381 قضية، تم تسجيلها في جميع القطاعات وأحيلت على العدالة للتحقيق فيها، مقابل غرامات بلغت قيمتها 52 مليار دينار.

في نفس الإطار، كشفت مصادر من إدارة الجمارك، في تصريح لـ"الخبر"، أن عدد القضايا التي تحقق فيها مصالح المديرية اللاحقة بالجمارك، لشهري أكتوبر ونوفمبر، قد ارتفع من 100 قضية إلى 200 قضية تهريب للعملة الصعبة، كان آخرها استيراد ذهب مغشوش من دولة الإمارات العربية، بما قيمته 10 ملايين أورو، والتي أحيلت المحاضر الخاصة بها على العدالة.

على صعيد آخر، أوضح ذات المصدر أن تعاملات مبيضي الأموال في الجزائر تبقى مرتكزة على عدد محدود من الدول، أهمها دبي (الإمارات العربية المتحدة) وبيروت (لبنان) من الدول العربية والجزر البريطانية وبعض المقاطعات في سويسرا، وهي الدول التي تعرف بـ"الجنات الضريبية".

الرأس المدبر يتحدر من وادي سوف

## توقيف عصابة أغرقت برج بوعريريج بالأوراق النقدية المزورة

وردة بوجملين



تمكنت مصالح أمن ولاية برج بوعريريج من القبض على عصابة مختصة في تزوير العملة الوطنية، وتوزيعها بولاية برج بوعريريج، فيما مازالت التحقيقات جارية من أجل القبض على بقية أفراد العصابة الذين يشتبه في تورطهم في خاتمة الجريمة.

وكشف رئيس فرقة البحث والتحري بأمن ولاية برج بوعريريج المحافظ لوني سي خليفة، عن توقيف شبكة تتكون من خمسة أفراد على مستوى تراب ولاية برج بوعريريج، مختصة في تزوير العملة الوطنية وتوزيعها عبر مختلف أنحاء تراب ولاية برج بوعريريج، حيث تم إثر العملية حجز أربعة هواتف نقالة، ورخصة سياقة مزورة وكذا مبلغ 37600 دج بحوزة المتهمين الخمسة وهي أوراق نقدية ذات قيمة 2000 دج، التي يقومون بتوزيعها عبر تراب الولاية، حيث تم إيقافهم على متن سيارة من نوع كليو، وأشار المتحدث في سياق متصل إلى أن الرأس المدبر للشبكة والذي

من المحلات التجارية، حيث لا يهتم قابضها بالتحقق من كونها مزورة، ويتمكنوا بذلك من توزيع أكبر قدر من الأموال المزورة. تفاصيل القضية تعود إلى الأيام الماضية، عندما تلقت مصالح البحث والتحري معلومات تفيد بتبادل أوراق نقدية مزورة على مستوى مركز الولاية، حيث باشرت الفرقة تحرياتها بشأن القضية، أين تمكنت من إلقاء القبض على الأشخاص الذين يقومون بتوزيع الأوراق النقدية على مستوى ولاية برج بوعريريج، في انتظار استكمال التحقيق في القضية.

ينحدر من ولاية واد سوف تم إلقاء القبض عليه خلال العملية التي خططت لها فرقة البحث والتحري من أجل الإطاحة بهذه العصابة، في حين لم يستبعد المتحدث أن العصابة تنشط في مختلف أنحاء التراب الوطني، خاصة وأن الشخص الذي يتولى تزويده بالأوراق النقدية المزورة ينحدر من جنوب الوطن. وفي سياق متصل، أوضح المحافظ لوني سي خليفة، أن أفراد هذه الشبكة تستغل فرصة الليل من أجل توزيع الأوراق النقدية المزورة وبشكل خاص في محطات البنزين، وغيرها